

Discussion Générale sur Projet de Loi de Finances 2008
Intervention de Dominique BAERT

Madame la Ministre,
Monsieur le Ministre,

Vous nous présentez votre projet de Budget pour 2008, et dans cette discussion générale, nous débattons de nos appréciations respectives. Alors, mettons fin d'entrée à tout risque d'incertitude, je le dis tout de go, je ne voterai pas ce Projet de Budget !

J'imagine qu'il n'y a pas pour vous de surprise à cela. Mais je me dois de vous dire pourquoi, à mes yeux, il faut savoir dire trois fois "non" à ce Budget.

D'abord parce qu'il ne sous-tend pas la politique économique de croissance dont nous aurions pourtant besoin ; ensuite parce qu'il va peser considérablement, politiquement, socialement et surtout économiquement sur nos collectivités locales ; enfin parce qu'il ne répond pas à d'importants, voire de très lourds, problèmes qui se posent et que le gouvernement prend la terrible responsabilité, là encore politique, sociale et surtout économique, de laisser filer, à savoir entre autres exemples, la dette publique ou la crise financière hospitalière.

1. Ce Projet de loi de Finances n'est pas le bon projet pour la croissance économique, disais-je. D'ailleurs, a-t-il la moindre ambition de traduire une politique économique stimulatrice ? Si on y regarde de près, à part les dispositions sur le crédit d'impôt – recherche, qu'y a-t-il pour accélérer la consommation ou l'investissement ? A vrai dire rien. Rien, parce que ce texte n'est pas le cœur de votre politique économique. Le texte fondateur du quinquennat, celui dont vous attendez beaucoup et qui représentera l'erreur historique de ce gouvernement, c'est ce fameux projet bien mal dénommé TEPA, pour "Travail, Emploi, Pouvoir d'Achat" que vous avez voulu faire voter à marche forcée, et en urgence, cet été.

C'est lui qui porte la marque de vos références idéologiques, et qui est l'instrument premier de votre stratégie économique. A part lui, vous n'avez rien, mais c'est vrai qu'avec lui, vous avez beaucoup, beaucoup

donné. Vous nous dites que c'est pour la croissance !!! Vous avez en fait accumulé, par les choix que vous avez fait, des erreurs financières et qui seront demain autant d'erreurs économiques.

Car enfin, avec le TEPA, vous dites vouloir faciliter le recours aux heures supplémentaires ! Mais vous ne ferez qu'augmenter le chômage, car ces heures supplémentaires se substitueront aux créations d'emplois.

Avec le TEPA, vous allégez les cotisations patronales des entreprises ! Mais vous ne ferez qu'accroître leur profitabilité, en déséquilibrant la répartition profit / salaires.

Vous réduisez l'impôt de ceux qui ont à payer des intérêts d'emprunts ! Mais vous ne créez qu'une niche fiscale de plus, et vous ne causerez qu'un effet d'aubaine pour des contribuables qui n'ont pas toujours besoin qu'on les aide à acquérir un patrimoine !

Vous réduisez les droits de succession ! Mais vous ne favoriserez, sans doute pas clientélisme, que ceux qui thésaurisent, qui placent, et progressivement, vous n'augmenterez que les inégalités devant le patrimoine sans stimuler en rien notre croissance économique !

Enfin, vous réduisez le "bouclier fiscal". Déjà à 60 %, les reversements auxquels il donne droit sont scandaleux au regard des difficultés du pouvoir d'achat, des franchises médicales, des petites retraites écornées que vous imposez aux plus modestes de notre société. **Aux plus faibles, vous imposez des sacrifices ; aux plus riches, vous offrez des remboursements d'impôts.** Et en diminuant ce bouclier à 50 %, vous rendez cette politique encore plus injuste socialement et inefficace économiquement. Car, comment pourrait-il en être autrement, alors même que vous rendez de l'argent à ceux qui épargnent plus qu'ils ne consomment !

Rien disais-je, dans tout cela n'est en mesure de créer une once de croissance supplémentaire !

La vérité, c'est qu'aucun des moteurs de la croissance n'est réellement stimulé, ni la consommation des ménages, ni l'investissement des entreprises qui ont besoin de croire à leurs marchés futurs pour pouvoir développer leurs équipements.

La vérité, c'est que les dépenses publiques, au contraire, sont aveuglément contraintes : il y aura assurément l'an prochain, moins de fonctionnaires dans nos écoles, moins de militaires, moins de policiers

même, et surtout moins de services publics sur le territoire. C'est un appauvrissement de nos territoires qui s'affirme, mais c'est surtout un facteur déterminant structurant, à savoir le service public local, qui est en voie de profonde dégradation.

La vérité, enfin, c'est que le "choc de confiance" promis par le candidat Sarkozy n'est qu'un leurre. Il a vécu ce que vivent les campagnes électorales, l'espace d'un printemps. L'argent ces 14 à 15 Mds € que vous avez dépensé inutilement, notre pays devra bientôt en payer l'addition.

Bientôt, vous nous proposerez de réduire encore les dépenses publiques. D'ailleurs, M. le ministre du Budget aurait déjà mis en réserve 7 Mds € de ce que nous n'avons pas encore voté. C'est dire...

Bientôt, vous reviendrez annoncer une hausse des impôts, lourde sans doute vu les trous que vous avez creusés. D'ailleurs, le gouvernement, et le groupe majoritaire ont rédigé des rapports sur la TVA sociale, sans doute pour ne pas s'en servir...

Bientôt, surtout, vous n'aurez pas d'autre choix que d'aller expliquer à nos partenaires européens de l'Eurogroupe que la France ne saura pas respecter son objectif d'équilibre des finances publiques ni pour 2010 (ça vous leur avez déjà dit), mais surtout pas même pour 2012 !

Voilà le vrai Projet de Loi de Finances, voilà ce que sera la Loi de Finances Rectificative d'après les municipales, **voilà la vraie facture : moins de services publics, vraisemblablement, plus d'impôts sans doute, plus de déficit certainement.**

Et tout cela pour une croissance qui ne sera pas même au rendez-vous ! L'annonce, ces jours-ci, par le Fonds Monétaire International, qu'il révisait de 2,3 à

2 % la croissance française pour 2008, vaut mieux que tout long discours. La vérité, c'est que, même en dehors de nos frontières, on n'est pas convaincu, par votre politique économique.

Voilà déjà, tout un ensemble, de bonnes raisons pour ne pas voter votre projet de Budget. Mais il en est d'autres.

2. En effet, en tant que Président départemental d'une association d'élus, je veux vous dire mon inquiétude et celle de tous les élus que je rencontre.

Car, qu'ont-ils entendu de ce Projet de Budget pour 2008 ?

Qu'avec lui, les collectivités locales ne profiteront plus de la croissance économique nationale ! Que les dotations des collectivités augmenteront moins vite que ces dernières années ! Que la masse de ces dotations ralentirait de 400 M€ environ chaque année pendant 4 ans ! Que la dotation forfaitaire, principale ressource de toutes les communes, mais aussi, ne l'oublions pas, des intercommunalités, n'augmente même pas de 1 % ! Que l'enveloppe de la Dotation Globale de Fonctionnement de 2008, devrait être par ailleurs diminuée d'une régularisation négative de la DGF 2006 d'un montant de 84,2 millions d'euros ! Que la DCTP (Dotation de Compensation de la Taxe Professionnelle) baisse de 22 % ! Ou encore, mais je crains de ne pas être exhaustif, que la dotation de compensation de l'exonération de 20 % de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les agriculteurs va elle aussi être amputée de 20 % !

Chers collègues, nous cherchions, dans ce Projet de Budget, où était la "rupture" annoncée ! Elle est là, dans les collectivités locales ! Fini le temps de la décentralisation celui de l'autonomie politique et du libre choix. Finie l'idée, économiquement si pertinente, que quand l'Etat mène une politique de rigueur, les collectivités locales par leurs dépenses jouent un rôle contracyclique en stimulant l'économie locale. Que de fois, dans le passé, alors, que l'Etat se serrait la ceinture, et qu'il était rigoureux, que de fois ces collectivités ont pu éviter que les temps soient trop durs pour les territoires, pour leurs habitants et surtout les plus modestes.

Eh bien, ce ne sera bientôt plus le cas.

La rigueur que vous voulez diffuser aux collectivités locales, c'est tout simplement l'étranglement de leurs budgets que vous imposez, et l'abandon de leurs politiques auquel vous voulez les contraindre.

Régions, Départements, Communautés Urbaines, Communautés d'Agglomérations, Communes Urbaines, Communes Rurales, aucune ne sera épargnée, aucune ne pourra éviter de se poser la question de savoir comment faire face aux dépenses qu'elle a à faire pour les besoins de sa population, avec des recettes qui stagnent ou diminueront. **Cet "effet de ciseau" risque bien d'être un "effet de tondeuse" pour les élus locaux !**

Mais pour vous, ce n'est pas important, car dans ces collectivités les très vraisemblables hausses d'impôt, ou abandons d'ambitions publiques, que vous provoquerez par votre politique, vous direz que ce n'est pas votre décision, que ce n'est pas votre gestion... Eh bien si, aujourd'hui,

avant même que tous nous nous prononçons sur ce projet de Budget, osons, osons le dire dès maintenant. Ce PLF 2008 n'est pas bon pour les collectivités locales, pis que cela, il est dangereux et inefficace.

3. Enfin, et c'est la 3^{ème} raison pour laquelle, je pense nécessaire de dire "non" à ce texte : il ne répond pas à des problèmes, lourds, que notre économie, et notre pays connaissent.

D'abord, la dette publique. A quel niveau sera t-elle fin 2007, et fin 2008 ? Le risque est que la France s'enfonçe encore dans la dette.

En fin décembre 2006, par suite de ponctions sur les trésoreries, et quelques placements opportuns de fin d'année, le stock de dette aurait été amené à 63,7 % du PIB ! Baisse sympathique, en effet, à quelques mois de l'élection présidentielle ... Oui mais, à fin mars 2007, la dette est déjà revenue à 65 % du PIB ; à fin juin 2007, elle dépasse 66 % !

Et pourtant, on n'avait pas encore voté les dépenses du TEPA. On n'avait pas encore connu la crise bancaire de l'été. On n'avait pas encore voté ce PLF !

Or, quelle sera la conséquence de celui-ci ? Le Président de la Commission des Finances, Didier MIGAUD, y faisait allusion tout à l'heure : bon nombre d'organismes de conjoncture prévoient une dégradation du déficit public en 2008. Certes, la prévision du gouvernement est de -2,3 %.

Mais c'est curieux que l'OFCE, lui, le voit passer de -2,8 % en 2007 à -3,1 % en 2008, que HSBC France estime qu'il glissera de -2,6 % en 2007 à -2,9 % en 2008, et pour Morgan Stanley, on passe de -2,7 % à -3,0 % en 2008 !

Alors la conséquence est claire : après les manipulations de la fin 2006, la dérive du déficit en 2007 et en 2008 ne peut que relancer la spirale dérivante de notre dette publique.

D'autant qu'a côté de celle-ci, s'additionne une dette sociale écrasante, qui continue de se creuser, et celle de la dette de nos hôpitaux publics. Quel Président de Conseil d'Administration de Centre Hospitalier ici n'en est pas soucieux ? Nous reviendrons sur ce débat lors du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale, mais comment ne pas rappeler ces 900 millions à 1 milliard d'euros d'écart annuel entre les dépenses et les recettes de nos hôpitaux publics ? Des trous, là aussi, existent et se creusent, et ni le gouvernement, ni le Projet de Loi de Finances pour 2008

n'en dessinent la solution, ni même ne donnent le sentiment de s'en soucier.

C'est dire si, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, ce Budget n'en est pas un, il n'est qu'un projet de Loi d'attente, qui fait la transition entre un été 2007 où on aura beaucoup dépensé, et un été 2008 où seront envoyées les factures au plus grand nombre de nos concitoyens.

C'est cela la France d'après ! Il y aura eu des Français de l'été 2007, ceux dont les impôts auront baissé, il y aura des Français d'après, ceux de l'été 2008, qui eux paieront !

Je suis prêt à prendre le risque de dire que ce ne seront pas les mêmes !